

Fiche de lecture - Hugo NOEL

Introduction

Les enjeux actuels sur la question des énergies renouvelables et du nucléaires sont souvent controversés et font mettre en opposition différents acteurs qui veulent avant tout faire face au réchauffement climatique et l'augmentation constante du besoin en énergie dans la plupart des pays. L'ouvrage que nous allons traiter ici s'intitule «Nucléaire et question climatique : construction et conséquences d'un discours géopolitique en France et en Suède», Teva Meyer, 2017 et a été publié dans l'édition «Géopolitique de l'environnement» du média Hérodote, une revue géographie et géopolitique qui publie cet ouvrage à dans un contexte où les questions environnementales divisent de plus en plus les avis en raison des dangers que les émissions de CO2 peuvent causer pour les populations. En effet, on recense en 2016 environ 48000 décès par an liés à la pollution de l'air, ce qui questionne sur la politique à adapter pour réduire drastiquement les émissions de gaz à effet de serre. Teva Meyer, doctorant de l'Institut française de géopolitique et maître de conférence à l'Université de Haute-Alsace est un spécialiste de la question du nucléaire civil et en parle déjà dans d'autres livres et revues scientifiques depuis 2016. Dans son article de Hérodote, il va comparer les cas de la France et de la Suède en ce qui concerne les politiques sur l'énergie nucléaire et les débats que cela crée entre les différents partis politiques mais aussi les associations et mouvements pro et anti-nucléaires.

Dans un un premier temps, il va introduire les trajectoires de la France et de la Suède qui diffèrent beaucoup et rapidement, les soutiens pro-nucléaires et les visions antinucléaires dans leur pays respectif vont être présentées et l'évolution de chacune d'entre elles vont être comparées. La deuxième partie du texte est plus axée sur le bouleversement de antinucléarisme causé notamment par la l'avènement de l'activisme environnementaliste et les stratégies mises en place par l'opposition pour lutter contre le verdissement de l'atome.

Synthèse

Le développement du nucléaire n'apparaît visiblement pas une priorité pour les états dans le début du siècle et cette source d'énergie est d'ailleurs peu soutenue par les États occidentaux. Pourtant on connaît déjà à cette époque la faible part des émissions de gaz à effet de serre de sa production. Ce qui nourrit les critiques et les incertitudes vis à vis du nucléaire ce sont principalement «les risques d'accident, gestion des déchets, risques sécuritaires», ce qui va pousser les États à se tourner vers un mix énergétique comportant davantage d'énergies renouvelables.

La France et la Suède sont deux pays dont la part du nucléaire dans le mix énergétique est très élevée (respectivement 75% et 45%) et la Suède souhaite d'ailleurs continuer à promouvoir cette énergie par le renouvellement de ses réacteurs vieillissants par énergéticien public suédois «Vattenfall». En France, les politiques visent plutôt en 2012 à réduire la part du nucléaire dans le mix énergétique français.

La première structure nationale antinucléaire en France est actuellement appelée sous le nom de RSN soit Réseau de sortie du nucléaire et elle a comme but de réunir tous les opinions allant à l'encontre du développement de l'énergie atomique. Elle comporte en son sein trois grands groupes que sont les Partis politiques, les associations et les entreprises et coopératives. Malgré

leur but commun de sortir du nucléaire l'auteur nous parle «d'hétérogénéité des opposants à l'énergie atomique» ce qui va fragiliser le mouvement à cause de nombreuses coalitions nationales ne mettant pas d'accord toutes les branches du réseau. Une crise profonde va donc éclater en 2009 marquée par le départ de membres et la créations de «nouvelles coalitions concurrentes». Le RSN reprendra plus tard dans les années 2010 son influence et cette fois-ci l'idée d'une «sortie urgente du nucléaire» est partagée par toutes les branches antinucléaires.

En Suède, le Référendum de 1980 qui affirme la politique visant à réduire considérablement le nucléaire dans le pays a énormément fragilisé le FMK, la première association antinucléaire en Suède. Ce référendum a été suivi d'un moratoire un an plus tard qui a engendré un désengagement de ses membres vis à vis de la stratégie antinucléaire. En effet, après avoir obtenu ce qu'ils voulaient, les militants n'avaient alors plus de «raison d'être», donc l'influence du FMK. A cela s'ajoute le regroupement de tous les mouvements antinucléaires dans l'association FMK qui comparé à la France, va créer une certaine entente entre chaque mouvement mais va également «dépolitiser» la question du retrait du nucléaire.

Teva Meyer nous fait bien comprendre qu'en Suède, le gouvernement, les partis de gauche, centristes et les associations sont tous d'accord sur les politiques à adapter en ce qui concerne le nucléaire mais que cela provoque un creux dans le débat politique qui n'a plus lieu d'être en vue de la corrélation entre les propos de chacun. Il n'y a donc pas d'opposition ou de réelle concurrence.

Mais ceci tend à se changer à partir du début des années 2000 avec l'association entre les partis centristes au gouvernement suédois et le parti modéré, le parti libéral et les chrétiens-démocrates qui arrivent en 2006 dans l'Allians för Sverige, tous d'accords pour «décliner antinucléarisme suédois». Le parti modéré va même prendre l'ascendant sur le parti centriste qui va changer sa ligne politique basée désormais beaucoup plus sur le climat et la décarbonisation. Le FMK n'arrive donc pas à se faire une place dans l'opinion public car ses idées sont beaucoup plus basées sur l'environnement, alors que la tendance actuelle tend vers le climat. L'Etat suédois va alors considérer la lutte contre le changement climatique comme un objectif mondial dont il en a le rôle central, comme un statut particulier qui serait lié à sa domination sur le développement durable. Ainsi son but serait de conserver la solidarité internationale par rapport au climat de la même manière que la stratégie de l'Etat providence.

Et cette manière de penser, la Suède l'applique dans l'espace de la Mer Baltique où grâce à l'universalisme, elle va tenter de décarboner les pays baltes (Lettonie, Finlande, Lituanie...) ayant une trop grande part des énergies thermiques dans leur mix énergétique et par ailleurs une dépendance forte des importations venant de la Russie. L'auteur parle donc ici d'enjeu de Soft Power pour le nucléaire suédois. De plus, cette politique affirme l'engagement de l'Etat dans la conservation du nucléaire qui va tout de même développer les énergies renouvelables mais pas dans l'objectif de fermer les centrales nucléaires.

Mais la Suède doit aussi faire face à la concurrence russe car La Russie développe elle aussi un programme énergétique ayant dans sa ligne de mire les pays baltes. Ce programme est en collaboration avec l'entreprise Rosatom qui a pour but de construire sept réacteurs nucléaires dont un en Finlande pour continuer d'exporter en masse dans ces pays voisins.

En France, les divergences au sein du mouvement antinucléaire continuent dans les années 2010 et deux visions identifiées par Teva Meyer s'opposent, celle visant la fermeture à l'échelle nationale des centrales nucléaires et celle visant une fermeture progressive à l'échelle locale des

centrales. Là aussi on constate un affaiblissement des arguments mis en oeuvre par les mobilisations antinucléaires à cause des nouvelles questions liées au climat qui dominent sur celles liées à l'environnement. Teva Meyer définit un processus de «verdissement de l'atome» qui va contraindre les groupes de l'opposition de trouver d'autres moyens de défendre l'idée de la sortie du nucléaire en France. Et parmi ces moyens, deux stratégies se démarquent. La première veut mettre en garde face aux risques que peuvent engendrer les événements climatiques extrêmes et leurs conséquences sur le fonctionnement des centrales nucléaires. On peut citer l'exemple de «l'augmentation de la température ambiante [qui] diminue l'efficacité des réacteurs» ou encore la «hausse de la température des rivières servant au refroidissement des installations atomiques». Le but est donc de justifier une certaine «vulnérabilité du parc nucléaire» qui sur le long terme ne correspondrait pas aux évolutions du climat, et qui serait dans tous les cas voué à être fermé ou inutilisable sur le long terme. De plus, le mouvement cherche aussi à dénoncer chaque petite erreur faite par énergéticien EDF pour justifier leurs arguments en faveur de l'environnement.

La deuxième stratégie vise l'aspect économique du verdissement de l'atome et là encore, le but est avant tout de démontrer toutes les opérations ou conséquences négatives de la relance du nucléaire. De plus, la crise économique a aidé à développer le propos comme quoi l'énergie atomique et son coût en terme de matières premières ne feraient qu'augmenter et retarder également la mise en marche des réacteurs. L'argument économique se base aussi sur une mobilisation plus stratégique, et la carte conçue par Teva Meyer lui permet d'appuyer sur la «division du travail» du RSN. Car effectivement le groupe va se diviser pour viser les sites considérés comme des «lieux de pouvoir du nucléaire».

Même si l'avis du mouvement antinucléaire condamne toute forme d'énergie atomique, une question plus importante fait modifier les avis sur efficacité du nucléaire qui serait dans ce cas l'énergie la plus bénéfique pour la préservation de l'environnement. Cette idée vient avec le concept d'écomodernisme. Cette fois-ci, ce qui importe est la consommation d'espace d'une source d'énergie et on le sait, les énergies renouvelables sont certes des énergies sans aucune émission de gaz à effet de serre, cependant elles consomment beaucoup d'espace pour une unité de production. Dans ce débat là, le nucléaire a un avantage comparatif bien plus important que toutes les autres énergies à zéro émission car le combustible nécessaire à la production est extrêmement concentré. Le nucléaire apparaît alors de cette manière primordial dans les enjeux de «préservationnisme» et le «conservationnisme». La relance du nucléaire va donc en accord avec cette nouvelle idée écomoderniste qui vise de plus en plus à conserver la nature en lui laissant de l'espace grâce à la concentration d'activités, de personnes, d'énergie... sur un même sol. Il faut donc optimiser l'espace de l'Homme et le progrès technique et les avancées technologiques permettront cela afin qu'il y ait une séparation nette entre la nature et l'Homme. Cette idéologie reste malgré tout difficile à percevoir mais la Suède en revanche s'engage déjà beaucoup dans ces stratégies voulant laisser la nature dans son état en construisant là où l'Homme est déjà concentré. L'auteur prend l'exemple des barrages hydroélectriques qui ont été interdits de construction dans certains bassins versants au profit des centrales nucléaires qui impacteraient moins la nature et son espace.

Il est donc de plus en plus difficile pour les mouvements environnementalistes antinucléaires de développer un contre argument en vue des aspects écologiques que peut proposer l'idéologie écomoderniste.

Revue de presse - Hugo NOEL

Bibliographie :

- Juliette Raynal, «Faut il importer massivement de l'hydrogène vert ou produire localement ? Le débat fait rage», La Tribune, 20 octobre 2022(n°7490), p.4 DOI : https://nouveau-europresse-com.budistant.univ-nantes.fr/Link/NANTEST_1/news%2b720221020%2b7TR%2b7936772
- Nicolas Rauline, «Hydrogène : l'essor de la filière française face au frein administratif», Les Echos, 8 décembre 2022(n°23850), p.19 DOI : https://nouveau-europresse-com.budistant.univ-nantes.fr/Link/NANTEST_1/news%2b720221208%2b7EC%2b70702969398253
- Guillaume Guichard, «Les énergies renouvelables sont-elles utiles à la France ?», Le Figaro, 4 octobre 2022(n°24297), p.17 DOI : https://nouveau-europresse-com.budistant.univ-nantes.fr/Link/NANTEST_1/news%2b720221004%2b7LF%2b7992%2b9720%2b9721803647299
- Charlotte Belaïche & Rachid Laïreche, «A gauche, scission autour de la fission», Libération, 25 octobre 2021, p.4 DOI : https://nouveau-europresse-com.budistant.univ-nantes.fr/Link/NANTEST_1/news%2b720211025%2b7LI%2b7173578950
- Alexandre Rousset, «Le nucléaire, sujet surprise et clivant de la campagne présidentielle», Les Echos, 26 octobre 2021 (n°23567), p.19 DOI : https://nouveau-europresse-com.budistant.univ-nantes.fr/Link/NANTEST_1/news%2b720211026%2b7EC%2b7070191747982

Revue de presse :

Depuis la prise de conscience bien que tardive des effets du réchauffement climatique, les Etats cherchent à réduire leur empreinte carbone et cela se passe d'un côté par la réduction des émissions de gaz à effet de serre provenant de l'énergie. Dans cette revue de presse, nous allons nous baser sur plusieurs articles de presse venant de quatre journaux. Le Figaro, le plus vieux journal français qui publie encore des articles quotidiens depuis 1866 est un journal qui est principalement tourné sur une opinion venant de la droite libérale et conservatrice. Les sujets évoquent l'actualité nationale et internationale. Les échos qui est aussi un journal quotidien libéral français qui voit ses premiers quotidiens dans les années 30 mais fondé début XXe. Il est spécialisé sur les questions d'économie et ce à échelle globale avec une ligne éditoriale qui se veut élitiste. Tout comme Les Echos, le journal La Tribune traite également des question d'économie et de finances et même de bourse mondiale depuis sa création en 1985. En revanche ses journaux sont essentiellement numériques et hebdomadaires depuis 2012 comparé à son concurrent Les Echos. Le dernier organe de presse que nous allons utiliser pour notre revue de presse est aussi un journal français, plus précisément parisien puisqu'il s'agit de Libération, un quotidien qui a vu ses premières éditions lors de la Seconde guerre Mondiale mais qui publie ses quotidiens seulement depuis 1973. C'est un journal généraliste plutôt de gauche et qui traite de l'actualité nationale et internationale.

Les organes de presse cités vont donc nous permettre d'identifier les enjeux et les problèmes liés aux énergies renouvelables et au nucléaire car en effet ce sujet suscite des débats au sein de la France. Dans leur ensemble, ces énergies paraissent indispensables mais elles rencontrent quelques freins qui nous permettraient de nous demander si elles sont réellement nécessaires à

la France ou non. Le sujet de cette revue va donc porter sur les avantages, les questionnements et les limites de la transition énergétique par le renouvelable et le nucléaire.

Le premier support sur lequel on s'appuie est tiré du journal le Figaro : «Les énergies renouvelables sont-elles utiles à la France ?», 2022 et on voit déjà bien dans cet article la séparation nette entre les énergies renouvelables et le nucléaire. Et pourtant ce dernier est vu pour certains politiques comme la principale clé pour que la France soit neutre en carbone d'ici 2050. En effet, dans l'article du journal Les Echos «Le nucléaire, sujet surprise et clivant de la campagne présidentielle», 2021 l'auteur nous démontre la volonté des partis de droite et d'extrême droite de conserver le nucléaire. C'est le cas par exemple de Xavier Bertrand du parti LR qui veut que le nucléaire compte à l'avenir pour au moins 50% du mix énergétique en «prônant la construction de nouvelles centrales et le prolongement de la durée de vie des réacteurs existants». Leur objectif est clair, il est de ne plus dépendre du gaz russe. Ces partis politiques constatent que les énergies renouvelables ne sont pas encore assez efficaces et en effet, c'est ce que nous confirme le premier article cité. Effectivement l'un des principaux contre-argument en défaveur des énergies renouvelables, ici en l'occurrence le solaire et l'éolien c'est le fait qu'elles nécessitent des conditions bien spéciales, ce qui fait qu'elles ne fonctionnent donc pas en continu. D'autres freins sont aussi liés à leur empreinte sur le paysage et les nuisances sonores qu'elles peuvent engendrer. Le nucléaire va être beaucoup plus efficace en terme de débit d'énergie sur le long terme mais celui-ci présente aussi des inconvénients.

La construction d'une centrale nucléaire va prendre une dizaine d'années alors qu'il faut «cinq ans pour un parc éolien offshore de 72 éoliennes de 180m de haut»

Ce que Guillaume Guichard conclut, c'est que les énergies renouvelables sont une solution à court et moyen terme «devant l'urgence de la situation énergétique» mais qu'on ne peut pas encore connaître leur issue sur le long terme et c'est ce qu'affirme un haut dirigeant du secteur de l'énergie cité dans l'article, «Dans l'énergie nous faisons des plans à 50 ans, mais nous en changeons tous les 10 ans». De plus, la crise en Ukraine a accéléré les besoins en énergie renouvelable et il faudra prévoir de produire d'ici 2050, 35% d'énergie en plus. Le nucléaire ne pourra donc pas pallier ce manque tout seul.

Pourtant, certains partis politiques ne prennent pas en compte le nucléaire dans l'équation et le document de Charlotte Belaïche & Rachid Laïreche, «A gauche, scission autour de la fission», 2021 traite de l'opposition de certains partis de gauche au nucléaire.

C'est le cas par exemple des partis de LFI, EE.LV ou encore le PS qui voient «la fin de l'énergie atomique comme une fin inévitable» avec une sortie en 2030. Seulement dans les faits, c'est plus complexe car la France produit 70% du kW/h français avec le nucléaire. L'association NegaWatt parie plutôt sur une durée beaucoup plus longue que ces partis politiques, tout comme Yannick Jadot qui voit une sortie plus tardive mais plus sécuritaire, «s'il faut mettre cinq ans de plus, on mettra cinq ans de plus.» Il veut également que l'on investisse massivement dans l'isolation.

Mais il y a quand même des exceptions à gauche et les auteurs nous en parlent également en citant Olivier Faure, le secrétaire du PS qui voit le nucléaire comme une «énergie de transition» qui va servir le temps que la France puisse «mettre le paquet sur le renouvelable».

Le parti Communiste lui, clive encore plus la gauche politique. En effet, selon Arnaud Montebourg le nucléaire est indispensable pour se séparer des énergies issues du pétrole.

Dans un optique similaire, Fabien Roussel veut avant tout se focaliser sur l'arrêt total de l'utilisation des énergies fossiles avant de parler du nucléaire.

On voit donc grâce à ces trois articles de presse le dilemme que pose le nucléaire et les énergies renouvelables sur plusieurs années et la difficulté de trouver une énergie à 100% fiable, efficace et durable dans le temps et dans l'environnement.

Les deux derniers articles issus du journal La Tribune et de Les Echos traitent d'une alternative qui pourrait se développer en France comme une énergie majeure dans la politique de transition énergétique. Effectivement, l'hydrogène peut être très utile pour «atteindre la neutralité carbone» et l'article de Juliette Raynal, «Faut-il importer massivement de l'hydrogène vert ou produire localement ? Le débat fait rage», 2022 permet de nous rendre compte des avantages et inconvénients de cette source d'énergie. Beaucoup de pays se sont lancés dans l'exportation d'hydrogène comme le Brésil, la Namibie ou les pays du Maghreb et du Moyen-Orient. En Europe les États ayant les conditions climatiques les plus propices à cette production sont le Portugal et l'Espagne.

Seulement deux grandes problématiques rendent l'hydrogène peu efficace. Celles-ci concernent le transport et le coût, car en effet elle nécessite des quantités élevées pour être aussi économiques que les énergies fossiles et l'auteur appuie bien le fait que le transport d'hydrogène liquide est un des principaux freins à ce commerce. Ce n'est pas assez avantageux d'importer de l'hydrogène, de plus les réservoirs nécessaires sont coûteux et qualifiés de «absolument antiéconomique» par les experts. Mais une solution pour le transport est celle de ammoniac, un produit transformé qui est déjà transporté depuis longtemps et qui peut donc éviter les problèmes de coûts et de logistique liés à l'hydrogène liquide.

Cette stratégie d'exportation et d'importation va donc petit à petit être appliquée par beaucoup de pays car l'hydrogène apparaît ici comme indispensable pour aller vers la neutralité carbone, mais seulement si il est contrôlé et s'il est bas carbone.

L'article de Nicolas Rauline, «Hydrogène : l'essor de la filière française face au frein administratif», 2022 va malgré tout nous montrer les ambitions assez différentes de la France en terme de production et de consommation d'énergie issue de l'hydrogène. Effectivement, la volonté de la France est avant tout de produire localement et de privilégier les filières françaises de l'hydrogène. Avec 250 projets recensés en 2022, l'ambition est de produire plus d'1 million de tonnes d'hydrogène renouvelable bas carbone par an d'ici 2030. Le but premier de la production de cette énergie, c'est la décarbonisation de industrie et l'auteur de l'article précédent en parle également en appuyant sur la nécessité de décarboner l'industrie de la chimie, la sidérurgie ainsi que le transport maritime et aérien. L'efficacité de cette énergie est bien moindre dans le transport terrestre en vue des systèmes de batterie qui tendent à innover de plus en plus et à proposer de réelles avancées technologiques. C'est pour cela qu'en France, une faible partie de la production va servir au transport, et Nicolas Rauline met malgré tout en évidence le fait que les véhicules fonctionnant à l'hydrogène sortiront à des prix très élevés et nécessiteront «des subventions, au moins pour les 50000 premiers»

L'Etat français veut donc éviter au maximum l'importation de cette source d'énergie même si l'Europe a comme ambition de produire 10 millions de tonnes d'hydrogène vert en local et d'importer la même quantité. De toute manière la stratégie des pays de l'Europe est de ne pas dépendre que d'un, deux ou trois fournisseurs mais de s'associer à une multitude de partenaires. Ainsi le commerce international d'hydrogène pourra réduire le coût de la transition énergétique d'environ 6000 milliards d'euros d'ici 2050. Il ne reste plus qu'à s'assurer que cela n'affaisse pas la production des autres énergies renouvelables et le nucléaire.

Mise en perspective de la revue de presse et de l'article scientifique

Prise de recul

Les différents articles et revues traités ont permis de voir les disparités entre les avis de différents groupes sur les énergies renouvelables et le nucléaire. La revue de presse a permis de comprendre les dilemmes auxquels est confrontée la France dans le choix de son mix énergétique et cette réflexion s'est faite en deux parties, l'une traitant plutôt des avis divergents des partis politiques en ce qui concerne la question de l'énergie ainsi que les différentes questions que pose le nucléaire et les énergies renouvelables. La deuxième partie est consacrée à l'énergie issue de l'hydrogène car elle est une solution envisageable pertinente pour la décarbonisation de l'industrie.

L'article scientifique lui, compare les politiques énergétiques sur le nucléaire de la France et la Suède ainsi que les oppositions auxquelles les deux Etats doivent faire face de la seconde moitié du XXe aux années 2010. Cet article en vue de sa longueur parle beaucoup plus en détail de l'évolution des mouvements antinucléaires et pro-nucléaires et les cartes faites par l'auteur permette de bien se rendre compte des espaces qui sont pris en compte dans les conflits étudiés. Le sujet général des deux travaux concerne donc principalement les énergies ainsi que les enjeux et débats qu'elles engendrent.

On voit grâce à cela à quel point les partis politiques vont tous s'approprier un camp et la plupart du temps il y a consensus entre les deux grands clivages droite, gauche. Mais contre toute attente, la gauche politique fait face à des divergences internes fortes sur le sujet des énergies renouvelables et l'énergie atomique.

Il y a malgré tout une évolution du propos et des visions sur le nucléaire qui tendent à s'homogénéiser car on se rend compte de la nécessité de conserver cette énergie sur le court terme grâce à son efficacité et son faible impact sur la nature ou en tout cas sur le faible espace qu'elle occupe par rapport à la quantité d'électricité qu'elle produit. Le renouvelable a encore besoin de progrès pour être vu comme indispensable dans les politiques énergétiques et l'hydrogène est une énergie qui n'est pas encore assez avantageuse pour que les pays en importent ou en produisent en grand nombre même si la filière française a un avenir plutôt prometteur à ce sujet.